

Rapport de Gestion 2013



SOMMAIRE

1. Ordre du jour P. 2
2. Direction de la Société P. 3
3. Message du Président P. 4
4. Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire P. 5
5. Rapport Général des Commissaires aux Comptes sur les Etats Financiers Annuels P. 8
6. Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées P. 10
7. Projet de Résolutions P. 13
8. Etats Financiers P. 15
9. Règles et méthodes comptables de l'Etat Annexe P. 23

1. ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle le vendredi 23 mai 2014, à Abidjan en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013,
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur Les Conventions réglementées,
- Affectation et répartition du résultat,
- Ratification du renouvellement des mandats de trois Administrateurs,
- Quitus aux Administrateurs,
- Pouvoirs en vue des formalités.

2. DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du Conseil d'Administration

AHOUNE Firmin 2018

ADMINISTRATEURS

ALBEROLA Marc 2013

BOUYGUES Olivier 2013

EBAH Basile 2013

ECP FII FINAGESTION 2015

DIARRA Ousmane 2017

KONAN Camille 2015

LE GUENNOU Vincent 2015

DIA Mamadou 2016

PETERSCHMITT Louis 2018

TAUZIAC Eric 2017

Exercice de fin
de Mandat

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire

ERNST & YOUNG 2018

Suppléant

UNICONSEIL 2018

Co-Titulaire

MAZARS 2016

Suppléant

N'DABIAN Kroah Bilé 2016

COMITÉ DE DIRECTION

Président du Conseil d'Administration

AHOUNE Firmin

Directeur Général

EBAH Basile

Directeur Général des Opérations

GUIVARCH Hervé

Attachée Direction Générale

SEM Eléonore

Secrétaire Général

KOUADIO Amani

Attachée Secrétariat Général

LAGO Charital

Attaché Secrétariat Général

KONE Bazoumana

Directeur Général Adjoint Exploitation

DA CRUZ Dominique

Directeur Central Exploitation Abidjan

ANGOFI Jacob

Directeur Central Exploitation Intérieur

YOBOUE Descord

Directeur Production Abidjan

GOSSO Olivier

Directeur Maintenance

GNALLA Vincerit

Directeur Clientèle et Commercial

INDOUME Félicité

Directeur Général Adjoint Technique

TCHIMOU Lucien

Directeur Etudes et Travaux

AKA AKPA Olivier

Directeur Assainissement

AYEMOU Alain

Directeur Qualité Eau

AW Sadat

Directeur Général Adjoint (AGF)

AKELE Jocelyn

Directeur Logistique

ZADOU DEGRE Virginie

Directeur Budget et Contrôle de Gestion

DEGNY Guy Florerit

Directeur Financier et Comptable

KOUADIO K. Christophe

Directeur Central (RH/DOC)

FOFANA Brihima

Directeur Ressources Humaines

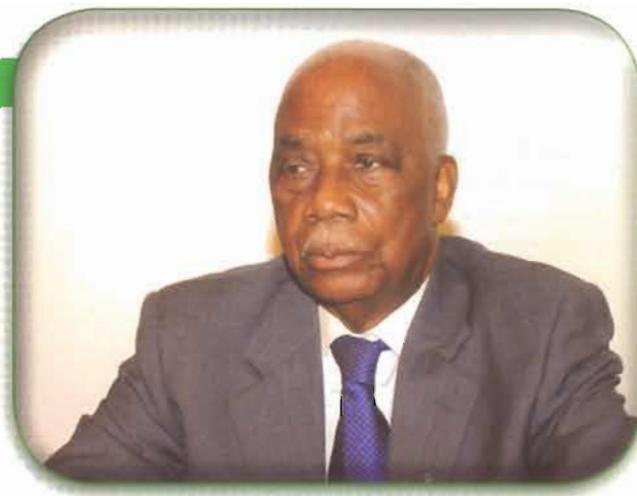
TOILY GONTO Alexis



3. MESSAGE DU PRÉSIDENT

Firmin AHOUNE

Président du Conseil d'Administration



Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

L'année 2013 a confirmé le retour de la Côte D'Ivoire sur la scène internationale avec un assainissement notable du climat des affaires et un taux de croissance économique annuelle qui depuis deux années oscille entre 9% et 9,8% du PIB.

Dans ce contexte, notre société a poursuivi les actions d'amélioration de ses performances qui ont été marquées, entre autres, par la confirmation de sa certification ISO 9001, l'amélioration du ratio de facturation et le renforcement de la production tant à Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Par ailleurs, notre société a su relever le défi d'organiser avec succès, à Abidjan en février 2014, les assises du 17^{ème} congrès de l'Association Africaine de l'Eau.

Nous pouvons affirmer que durant l'année 2013 nos engagements ont été tenus.

Je tiens, en votre nom, à remercier tous les collaborateurs pour ces résultats probants. Ils méritent notre reconnaissance et nos sincères encouragements. Nous rendons un hommage particulier à nos collaborateurs disparus en 2013.

L'année 2014 se présente avec de nouveaux paris, dont :

- La poursuite de l'amélioration de nos indicateurs de performance,
- La certification QSE des usines de production d'eau potable d'Abidjan,
- La construction et l'équipement d'un nouveau secteur et d'une nouvelle direction régionale à la Riviera-Palmeraie,
- La construction et la mise en service d'un laboratoire d'analyses des eaux accrédité ISO 17025.

Je reste convaincu qu'avec l'engagement de nos collaborateurs et le soutien de nos institutions de tutelle, la dynamique amorcée se poursuivra en 2014, et permettra ainsi à SODECI de mieux répondre à vos attentes ainsi qu'à celles de l'Etat et des clients.

Merci à tous pour votre confiance et votre soutien à nos actions.

4. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D' ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2013 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales, tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises,
- La Comptabilité Nationale,
- La Banque de Données Financières,
- La Direction de l'Enregistrement,
- Et la BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

Activités

L'année 2013 a permis de constater les effets positifs du programme de relance économique initiée par le gouvernement. Dans cet environnement, le **nombre d'abonnés actifs** a augmenté de 5%, traduisant la reprise des activités après la période de crise.



Données d'activités comparées	2012	2013	Variation (en valeur)	variation (%)
ABIDJAN				
Nombre d'abonnés	367 255	375 617	8 362	2,3
M ³ produits (Km ³)	136 713	141 379	4 666	3,4
M ³ facturés (Km ³)	96 478	100 869	4 391	4,6
Ratio de Facturation (%)	70,6	71,3	0,7	1,0
INTERIEUR				
Nombre d'abonnés	340 618	364 790	24 172	7,1
M ³ produits (Km ³)	63 153	66 491	3 338	5,3
M ³ facturés (Km ³)	53 457	57 009	3 552	6,6
Ratio de Facturation (%)	84,6	85,7	1,1	1,3
GLOBAL SOCIÉTÉ				
Nombre d'abonnés	707 873	740 407	32 934	4,7
M ³ produits (Km ³)	199 866	207 870	8 004	4,0
M ³ facturés (Km ³)	149 935	157 878	7 943	5,3
Ratio de Facturation (%)	75	76	1	1,3

La **production totale** est en hausse de 4% grâce aux investissements effectués par l'Etat dans le renforcement des installations de production.

La **facturation** annuelle en volume progresse de 5% par rapport à 2012 grâce aux effets conjugués de la hausse de la production et de l'amélioration du ratio de facturation.

La hausse **des produits** est liée à la progression des ventes d'eau mais aussi aux évolutions favorables du chiffre d'affaires travaux et des autres produits (traitement des impayés de la zone CNO suite au remboursement des coûts d'exploitation en zone CNO).

Produits (en millions de FCFA)	Exercice 2012	Exercice 2013 (en valeur)	Variation (en valeur)	Variation (%)
Ventes d'Eau HT	40 437	44 945	4 508	11,1
Travaux, services vendus	24 835	31 799	6 964	28,0
Autres produits (dont financiers et HAO)	23 297	34 303	11 006	47,2
Total Produits	88 569	111 047	22 478	25,4

Le **total des charges** augmente essentiellement en raison de la hausse :

- des achats et services vendus liés à l'évolution de l'activité travaux ;

- des autres charges liées à l'annulation des créances en zone CNO.

Charges (en millions de FCFA)	Exercice 2012	Exercice 2013 (en valeur)	Variation (en valeur)	Variation (%)
Achats, transport et services	44 438	53 629	9 190	20,7
Charges de Personnel	11 881	12 810	929	7,8
Amortissements, provisions et autres charges	27 712	42 160	14 449	52,1
Total Charges	84 031	108 599	24 568	29,2

Nous terminons l'année 2013 avec un **résultat net** de 2,4 milliards de FCFA en baisse de 2,1 milliards par rapport à l'exercice 2012. L'exercice 2013, n'ayant pas bénéficié de l'impact

exceptionnel de la reconnaissance des coûts d'exploitation en zone CNO comptabilisé en 2012.

Bilan

Le **bilan** de la SODECI au 31 décembre 2013 vous est présenté ci-dessous. Son total est en hausse de 10%.

(En millions de FCFA)	2012	2013	Variation (en valeur)	Variation
Actif immobilisé net	19 010	20 908	1 898	10 %
Actif circulant	118 643	119 187	544	0 %
Trésorerie	4 438	16 592	12 154	247 %
ACTIF	142 091	156 687	14 596	10 %
Capitaux Permanents	44 873	38 616	- 6 257	- 14 %
<i>dont résultat de l'exercice</i>	4 538	2 448	- 2 090	- 46 %
Passif Circulant	96 929	108 271	11 342	12 %
Trésorerie-Passif	289	9 800	9 511	3 291 %
PASSIF	142 091	156 687	14 596	10 %

L'**actif immobilisé** net augmente de 1,9 milliards de FCFA par rapport à l'exercice précédent, du fait de la hausse des immobilisations de compteurs et du matériel et outillage.

L'**actif circulant** reste stable par rapport à l'exercice précédent. Cela résulte de l'effet combiné de l'augmentation des créances clients et de la baisse des autres créances.

La **trésorerie-actif** augmente de 12,1 milliards de FCFA, en lien avec le recouvrement de 23,9 milliards de FCFA d'arriérés de l'Etat (Aboutissement du processus de compensation-titrisation des créances au 31/12/2011).

Les **capitaux permanents** baissent de 6,3 milliards de FCFA par rapport à l'exercice précédent. Cela s'explique essentiellement

par la baisse des provisions pour risques et charges liés au traitement classique, en 2013, des impayés de la zone CNO.

Le **Passif circulant** est en hausse de 11,3 milliards de FCFA. Cette hausse est principalement due :

- ▶ à l'augmentation des dettes fournisseurs (du fait des difficultés de trésorerie qu'a connu la SODECI au cours de l'exercice) ;
- ▶ à la hausse des autres dettes en raison des avances perçues notamment au titre des travaux financés par le C2D.

L'augmentation de la **trésorerie passif** de 9,5 milliards de FCFA est liée aux crédits spots non encore remboursés au 31/12/2013 en raison du recouvrement tardif du solde de la compensation à fin 2011.

Perspectives 2014

Perspectives	2013	2014	Variation (en valeur)	Variation (%)
Abidjan				
Nombre d'abonnés	375 617	388 993	13 376	3,6
M ³ produits (Km ³)	141 379	157 031	15 652	11,1
M ³ facturés (Km ³)	100 869	112 309	11 440	11,3
Ratio de Facturation (%)	71,3	71,5	0,2	0,3
Intérieur				
Nombre d'abonnés	364 790	366 602	1 812	0,5
M ³ produits (Km ³)	66 491	70 928	4 437	6,7
M ³ facturés (Km ³)	57 009	61 184	4 175	7,3
Ratio de Facturation (%)	85,7	86,3	0,6	0,7
Global Société				
Nombre d'abonnés	740 407	755 594	15 187	2,1
M ³ produits (Km ³)	207 870	227 959	20 089	9,7
M ³ facturés (Km ³)	157 878	173 493	15 615	9,9
Ratio de Facturation (%)	76,0	76,6	0,1	0,1

La **production** totale 2014 devrait progresser de 9,7% par rapport à 2013. Cette évolution provient, principalement pour la ville d'Abidjan, de la mise en service, sur le dernier trimestre 2014, des usines de Bimbresso, St Viateur, Niangon 2 et Bonoua.

Le renforcement des opérations de **facturation** se poursuivra sur l'année 2014. L'objectif de ratio de facturation est fixé à 76,6%.

L'objectif du **ratio d'Abidjan** pour 2014 est fixé à 71,5%, celui de l'**Intérieur** à 86,3%.

Le **niveau d'activité travaux** de 2014 devrait rester stable malgré la fin du projet d'hydraulique villageoise en 2013.

Le **résultat net social prévisionnel** ressort à 3,1 milliards de FCFA en 2014 contre 2,3 milliards de FCFA en 2013.

La **trésorerie** devrait s'établir à 2,7 milliards de FCFA à fin 2014, en recul de 4,1 milliards de FCFA par rapport à 2013 en raison du niveau exceptionnel des encaissements en 2013 (recouvrement en fin d'exercice du solde de la compensation 2011).

5. RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS Exercice clos le 31 Décembre 2013

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire, S.A. (SODECI) tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

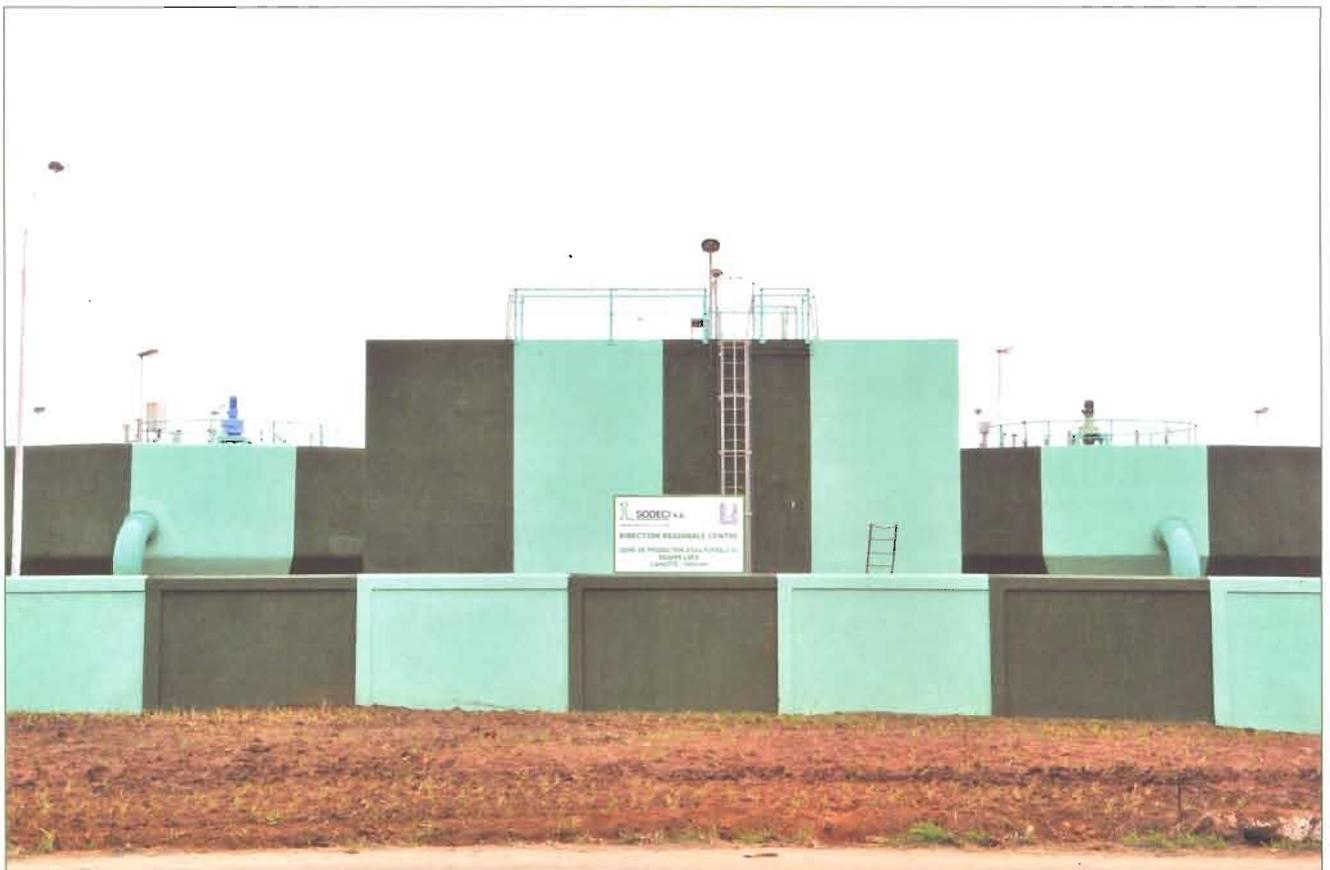
Les Commissaires aux Comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Associé Expert-Comptable Diplômé

Ernst & Young

Jean-François Albrecht
Associé Expert-Comptable Diplômé



6. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES Exercice clos le 31 Décembre 2013

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions des articles 438 à 448 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE.

2. Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.2.1 Convention d'assistance générale conclue avec Finagestion

Administrateurs communs :

Messieurs Olivier Bouygues, Vincent Le GUENNOU, Marc Alberola, Eric Tauziac, ECP FII Finagestion.

Nature et objet :

Les prestations d'assistance générale portent sur les domaines juridiques, financier, comptable, informatique, technique, des ressources humaines et du management. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

Modalités et rémunération :

Ces diverses prestations sont rémunérées au taux de 3,93 % du chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'exercice précédent et font l'objet de facturations trimestrielles. Le montant total comptabilisé en charges par la SODECI au titre de ces prestations s'élève à FCFA 1.711 millions hors taxes pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

2.2 Convention d'assistance générale conclue avec le Groupement des Services Eau et Electricité, GS2E

Administrateurs communs :

Messieurs Basile Ebah, Marc Alberola, Eric Tauziac

Nature et objet :

En exécution de cette convention de services, GS2E réalise pour le compte de SODECI des prestations dans les principaux domaines suivants :

- ressources humaines et formation,
- audit exploitation eau,
- systèmes d'information,
- finances, comptabilité, achat et assurances,



- conseil juridique,
- ingénierie financière, études et maîtrise d'oeuvre,
- qualité, sécurité et environnement.

En retour SODECI met du personnel et des moyens à disposition de GS2E.

Modalités et rémunération :

Les prestations réciproques sont refacturées mensuellement au coût enregistré dans les livres des cocontractants.

Sur l'exercice 2013, le coût total facturé au titre des prestations rendues à SODECI par GS2E s'élève à FCFA 2.035 millions hors taxes.

Les coûts refacturés par SODECI à GS2E est de FCFA 597 millions hors taxes.

2.3 Conventions conclues avec la Compagnie Ivoirienne d'Electricité, CIE

Administrateurs communs :

Messieurs Olivier Bouygues, Vincent Le GUENNOU, Ousmane Diarra, Louis Peterschmitt, Marc Alberola, Eric Tauziac, ECP FII Finagestion

2.3.1 Convention de bail

Nature et objet :

Location à la CIE d'un immeuble composé d'une tour de huit étages, d'une galette, d'un parking souterrain et de parkings extérieurs. Cette convention, conclue en date du 1^{er} février 1993, est consentie et acceptée pour une durée de 9 ans et est renouvelable par tacite reconduction par période triennale.

Modalités et rémunération :

Le loyer trimestriel est de FCFA 55 millions.

Les produits perçus par SODECI au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2013 s'élèvent à FCFA 221 millions hors taxes.

2.3.2 Convention d'assistance médicale curative

Nature et objet :

Assistance médicale curative. Cette convention autorise le personnel de la SODECI à recevoir des soins médicaux au sein de l'infirmerie de CIE.

Modalités et rémunération :

Les prestations rendues par CIE à SODECI sont facturées mensuellement au coût.

Les charges supportées par SODECI sur l'exercice 2013 s'élèvent à FCFA 34 millions hors taxes.

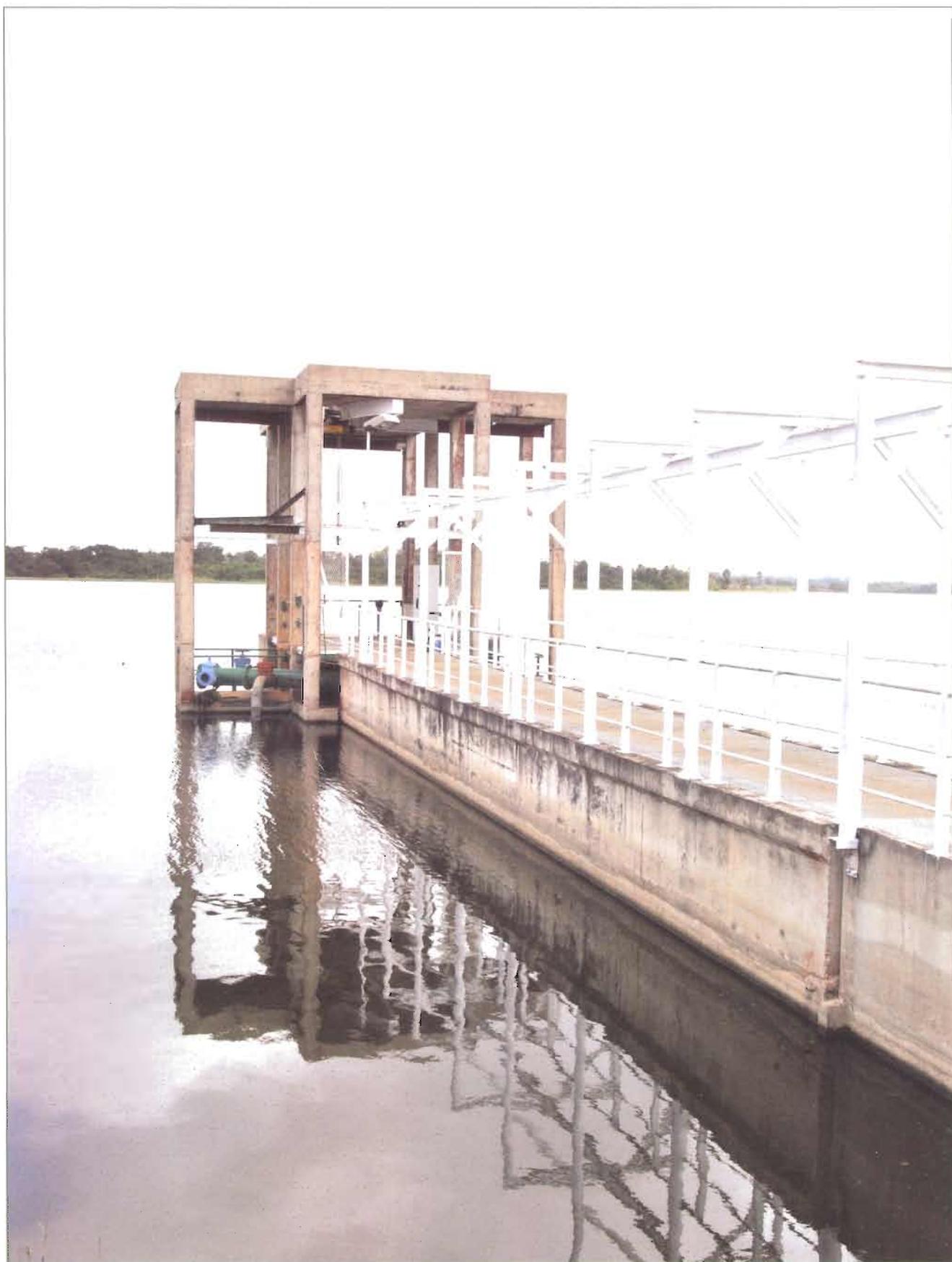
Les Commissaires aux Comptes

Mazars Côte d'Ivoire

Armand Fandohan
Associé Expert-Comptable Diplômé

Ernst & Young

Jean-François Albrecht
Associé Expert-Comptable Diplômé



7. PROJET DE RESOLUTIONS

Première résolution

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2013, du bilan et du compte de résultat net au 31 décembre 2013, ainsi que du Rapport Général des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de **2 447 793 868 FCFA** le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation de l'impôt y afférent.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2013.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales approuve toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice net de l'exercice 2013 s'élève à **2 447 793 868 FCFA** et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de **629 470 404 FCFA**, décide d'affecter le bénéfice disponible de **3 077 264 272 FCFA** de la manière suivante :

- à la distribution d'un dividende brut de **2 430 000 000 FCFA**
- le solde au Report à nouveau, soit **647 264 272 FCFA**

L'Assemblée Générale fixe à 2 700 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2013 à chacune des 900 000 actions composant le capital soit 2 430 FCFA nets par action. Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale dans les vingt jours suivant la date de tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur BOUYGUES Olivier, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur ALBEROLA Marc, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur EBAH Basile, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Huitième résolution

Le Conseil d'Administration en date du 22 octobre 2013 a constaté la démission de l'Administrateur Mariam DJIBO par courrier du 15 juillet 2013.

L'Assemblée Générale, prend acte de cette démission et met fin au mandat de Madame Mariam DJIBO à compter de la levée de la présente séance.

Après lecture du rapport de gestion, l'Assemblée Générale décide de donner quitus entier et sans réserve de la gestion à Mariam DJIBO.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 26 000 000 de FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ces délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.



8. ETATS FINANCIERS



BILAN

ACTIF	Exercice 2013			Exercice 2012	
	BRUT	AMORT/PROV	NET		NET
ACTIF IMOBILISE (1)					
AA Charges immobilisées					
AX	Frais d'établissement				
AY	Charges à répartir				
AC	Primes de remboursement des obligations				
AD Immobilisations incorporelles					
AE	Frais de recherche et développement				
AF	4 105 690 229	3 755 384 909	350 305 320		395 864 154
AG	Fonds de commerce				
AH	116 956 903	116 956 903	-		-
AI Immobilisations corporelles					
AJ	Terrains				
AK	9 393 292 444	8 861 941 428	531 351 016		573 071 791
AL	10 099 427 419	4 995 421 704	5 104 005 715		4 020 250 224
AM	22 697 649 924	14 529 144 467	8 168 505 457		7 380 635 267
AN	10 172 989 963	6 307 731 473	3 865 258 490		3 564 621 105
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations.				
	229 859 840		229 859 840		160 020 481
AQ Immobilisations financières					
AR	Titres de participations				
AS	2 231 200 000		2 231 200 000		2 231 200 000
	2 150 626 975	35 927 415	2 114 699 560		2 371 014 786
AW	(1) dont H.A.O. : Brut				
	Net				
AZ	TOTAL ACTIF IMOBILISE (I)	59 510 544 728	38 602 508 299	20 908 036 429	19 009 528 839
ACTIF CIRCULANT					
BA Actif circulant HAO					
BB Stocks					
BC	Marchandises				
BD	7 203 843 499	1 052 946 474	6 150 897 025		6 451 773 000
BE	Encours				
BF	830 278 363		830 278 363		766 887 289
BG Créances et emplois assimilés					
BH	Fournisseurs, avances versées				
BI	4 689 131 428		4 689 131 428		2 106 111 026
	124 395 402 096	18 789 845 514	105 605 556 582		81 273 232 280
BJ	Autres créances				
	2 913 688 951	1 002 551 135	1 911 137 816		28 044 860 448
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	140 032 344 337	20 845 343 123	119 187 001 214	118 642 864 043
TRESORERIE - ACTIF					
BQ	Titres de placement				
BR	Valeurs à encaisser				
BS	16 673 747 557	82 227 369	16 591 520 188		4 438 346 283
BT	TOTAL TRESORERIE - ACTIF (III)	16 673 747 557	82 227 369	16 591 520 188	4 438 346 283
BU	Ecart de conversion - actif (IV) (perte probable de change)				
BZ	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	216 216 636 622	59 530 078 791	156 686 557 831	142 090 739 165



BILAN

PASSIF	Exercice 2013	Exercice 2012
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves		
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 500 000 000
CH Report à nouveau (+ ou -)	629 470 404	13 092 927
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	2 447 793 868	4 538 103 032
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées et fonds		
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	12 699 783 903	13 761 990 035
DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA Emprunts	1 615 327 925	1 918 201 928
DB Dettes de crédit bail et assimilées	996 468 894	887 667 453
DC Dettes financières diverses	17 367 834 062	16 236 720 704
DD Provisions financières pour risques et charges	5 935 887 687	12 068 881 394
DE (1) dont H.A.O.		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	25 915 518 568	31 111 471 479
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I+II)	38 615 302 471	44 873 461 514
PASSIF CIRCULANT		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées HAO	673 069 853	541 735 972
DI Clients, avances reçues	30 492 307 319	22 361 194 365
DJ Fournisseurs d'exploitation	21 733 433 417	14 234 340 685
DK Dettes fiscales	47 351 723 355	52 297 479 973
DL Dettes sociales	3 332 584 407	2 817 465 424
DM Autres dettes	4 688 137 009	4 676 415 808
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	108 271 255 360	96 928 632 227
TRESORERIE PASSIF		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie		
DS Banques, découverts	9 800 000 000	288 645 424
DT TOTAL TRESORERIE - PASSIF (IV)	9 800 000 000	288 645 424
DU Ecarts de conversion - Passif (V)		
DZ TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	156 686 557 831	142 090 739 165

N°d'identification fiscale : 0100984A

COMPTES DE RESULTAT

CHARGES		Exercice 2013	Exercice 2012
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
RA	Achats de marchandises		
RB	Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur marchandises voir TB)		
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	11 279 093 048	11 119 775 675
RD	Variation de stocks (+ ou -) (Marge brute sur marchandises voir TG)	106 603 000	-629 226 539
RE	Autres achats	17 527 464 772	15 222 371 893
RH	Variation de stocks (+ ou -)		
RI	Transports	1 793 662 444	1 608 423 778
RJ	Services extérieurs	22 921 839 281	17 117 121 401
RK	Impôts et taxes	1 501 762 390	1 251 329 804
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	29 324 580 299	6 191 628 582
RP	Charges de personnel (1) (1) dont personnel extérieur 1 108 054 498 / 1 367 361 514 (Excédent brut d'exploitation voir TQ)	12 809 572 933	11 880 479 141
RS	Dotations aux amortissement & provisions	4 440 659 500	4 084 706 482
RW	Total des charges d'exploitation (Résultat d'exploitation voir TX)	101 705 237 667	67 846 610 217
PRODUITS			
ACTIVITES D'EXPLOITATION			
TA	Ventes de marchandises	23 925 938	30 647 937
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES	23 925 938	30 647 937
TC	Ventes de produits fabriqués	44 945 411 648	40 436 682 676
TD	Travaux, services vendus	29 938 155 644	23 235 156 039
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)	23 256 119	-27 324 074
TF	Production immobilisée	1 556 054 004	1 560 813 970
TG	MARGE BRUTE SUR MATIERES	65 077 181 367	54 714 779 475
TH	Produits accessoires	1 836 823 974	1 569 245 838
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)	76 744 317 204	65 271 732 490
TJ	(1) dont à l'exploitation		
TK	Subventions d'exploitation		
TL	Autres produits	25 589 420 693	1 280 261 374
TN	VALEUR AJOUTEE	19 458 042 786	16 204 059 166
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	6 648 469 853	4 323 580 025
TS	Reprises de provisions	1 022 532 754	881 324 576
TT	Transferts de charges		
TW	Total des produits d'exploitation	104 935 580 774	68 966 808 336
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION Bénéfice (+) ; Perte (-)	3 230 343 107	1 120 198 119

N° d'identification fiscale : 0100984A

COMPTES DE RESULTAT

CHARGES		Exercice 2013	Exercice 2012
RW	Report Total des charges d'exploitation	101 705 237 667	67 846 610 217
ACTIVITE FINANCIERE			
SA	Frais financiers	605 419 764	277 904 945
SC	Pertes de change	5 250	75 544
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions		
SF	Total des charges financières	605 425 014	277 980 489
(Résultat financier voir UG)			
SH	Total des Charges des activités ordinaires	102 310 662 681	68 124 590 706
HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)			
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	40 387 036	238 077 355
SL	Charges H.A.O.	5 554 456 630	5 675 787 501
SM	Dotations H.A.O		7 673 444 184
SO	Total des Charges H.A.O	5 594 843 666	13 587 309 040
(Résultat H.A.O voir UP)			
SQ	Participation des travailleurs		
SR	Impôts sur le résultat	693 346 178	2 319 075 748
SS	Total participation et impôts	693 346 178	2 319 075 748
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	108 598 852 525	84 030 975 494
(Résultat net voir UZ)			
PRODUITS			
TW	Report total des produits d'exploitation	104 935 580 774	68 966 808 336
UA	Revenus financiers	72 801 171	314 216 854
UC	Gains de change		12 719 080
UD	Reprises sur provisions		
UE	Transfert de charges		
UF	Total des produits financiers	72 801 171	326 935 934
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-532 623 843	48 955 445
UH	Total des produits des activités ordinaires	105 008 381 945	69 293 744 270
UI	RESULTAT ACTIVITES ORDINAIRES (1) (+ ou -)	2 697 719 264	1 169 153 564
UJ	(1) dont impôt correspondant :	674 429 816 / 292 288 391	
UK	Produits de cessions d'immos	17 147 329	109 747 550
UL	Produits H.A.O.	141 012 390	17 481 771 330
UM	Reprises HAO	5 880 104 729	1 683 815 376
UN	Transfert de charges		
UO	Total des produits HAO	6 038 264 448	19 275 334 256
UP	RESULTAT HAO	443 420 782	5 688 025 216
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	111 046 646 393	88 569 078 526
UZ	RESULTAT NET	2 447 793 868	4 538 103 032
Bénéfice (+) ; Perte (-)			

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG=EBE

- Charges décaissables restantes] à l'exclusion des cessions
+ Produits encaissables restants] d'actif immobilisé

		E.B.E.	6 648 469 853
SA	Frais financiers	605 419 764	
SC	Pertes de change	5 250	
SL	Charges HAO	5 554 456 630	72 801 171
SQ	Participation		
SR	Impôts sur le résultat	693 346 178	141 012 390
		UL	Produits H.A.O.
		UN	Transferts de charges H.A.O.
TOTAL (I)	6 853 227 822	TOTAL (2)	6 862 283 414

CAFG : Total (II) - Total (I) = 9 055 592 (N-1) : 13 859 443 551

AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 9 055 592 -3 510 000 000 = -3 500 944 408 (N-1) : 11 429 443 551

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E)

Var. B.F.E = Var. Stock (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris le acomptes sur dividendes
(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

		Emplois augmentation (+)		Ressources diminution (-)
Variation des stocks : N - (N-1)				
BC	Marchandises		ou	
BD	Matières premières		ou	300 875 975
BE	En-cours		ou	
BF	Produits fabriqués	63 391 074	ou	
A	Variation globale nette des stocks	0	ou	237 484 901
Variation des créances : N - (N-1)				
BH	Fournisseurs, avances versées	2 583 020 402	ou	
BI	Clients	24 332 324 302	ou	
BJ	Autres créances		ou	26 133 722 632
BU	Ecart de conversion - Actif		ou	
B	Variation globale nette des créance	781 622 072	ou	
Variation des dettes circulantes : N - (N-1)				
DI	Clients, avances reçues		ou	8 131 112 954
DJ	Fournisseurs d'exploitation		ou	7 499 092 732
DK	Dettes fiscales	4 945 756 618	ou	
DL	Dettes sociales		ou	515 118 983
DM	Autres dettes		ou	11 721 201
DN	Risques provisionnés		ou	
DU	Ecart de conversion - Passif		ou	
C	Variation globale nette des dettes circulantes		ou	11 211 289 252
VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)			ou	10 667 152 081

EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E)

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

		2013	2012
Excédent brut d'exploitation		6 648 469 853	4 323 580 225
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	('-' ou '+')	10 667 152 081	-25 119 743 390
- Production immobilisée		-1 556 054 004	-1 560 813 970
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION		15 759 567 930	-22 356 977 335

N° d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

	Exercice 2013		Exercice 2012
	Emplois	Ressources	(E - ; R+)
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) Croissance interne			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	107 514 810		-49 884 993
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières Croissance externe	5 958 395 225	17 147 329	-6 743 456 193
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	46 558 777	302 874 003	14 136 133 965
FF INVESTISSEMENT TOTAL		-5 792 447 480	7 342 792 779
FG II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)	ou	10 667 152 081	-25 119 743 390
FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF+FG)		4 874 704 601	-17 776 950 611
FI III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F. ; H.A.O.)	ou	131 333 881	128 655 120
FJ IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)			
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER		5 006 038 482	-17 648 295 491
V. FINANCEMENT INTERNE			
FL Dividendes (Emplois)/C.A.F.G (Ressources)	3 510 000 000	9 055 592	11 429 443 551
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM Augmentations de capital par apports nouveaux			
FN Subventions d'investissement			
FP Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)			
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ Emprunts (2)	940 774 122	746 701 560	-654 790 635
FR Autres dettes financières (2)		1 330 797 817	923 007 119
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	2 364 219 153		11 697 660 035
FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	ou	2 641 819 329	-5 950 635 456
VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
Trésorerie nette			
FU à la clôture de l'exercice +ou-	6 791 520 188		
FV à l'ouverture de l'exercice +ou-	4 149 700 859		
FW VARIATION TRESORERIE (+ si Emploi ; - si Ressources)	2 641 819 329	ou	-2 641 819 329
			5 950 635 456

Contrôle : D = VIII avec signe opposé

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"

CONTRÔLE (à partir des masses des bilans N et N-1)	Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.) : FdR(N) - FdR(N-1)	8 156 666 633	ou
Variation du B.F global (F.d.R.) : BFG(N) - BFG(N-1)		ou
Variation de la trésorerie (T) : T(N) - T(N-1)	2 641 819 329	ou
TOTAL	10 798 485 962	= 10 798 485 962

N°d'identification fiscale : 0100984A



SODECI s.a.

Realtà di Distribuzione d'Acqua in Costa Rica
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR

9. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES DE L'ETAT ANNEXÉ

ETAT ANNEXE

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été établis conformément aux principes comptables définis par :

- ▶ l'Acte Uniforme de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit comptable en vigueur en Côte d'Ivoire depuis octobre 2003 ;
- ▶ les normes IFRS pour certains aspects spécifiques, notamment les provisions pour les avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi) depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005.

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est survenu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

PARTICULARITÉS CONCERNANT CERTAINS POSTES

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement ont été totalement amortis au 31 décembre 2013. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7 - 10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3 - 5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7 - 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2013 :

- ▶ le solde du prêt AFD (Assainissement) pour 1 615,3 millions de FCFA.
- ▶ un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%.
- ▶ une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100% ,
- ▶ une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1er juillet 2006,
- ▶ une participation de 20 millions de FCFA représentant 40% du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés.
- ▶ des dépôts et cautions versés pour un montant total de 487,3 millions de FCFA.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré.

- ▶ Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût préétabli.
- ▶ Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2013 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants) pour une valeur de 1974,8 millions de FCFA.
- ▶ Les provisions pour dépréciation des stocks sont évaluées sur la base du stock à rotation lente et des stocks obsolètes. Les équipements en fonte faisant partie des stocks obsolètes provisionnés à fin 2012 pour 430,6 millions de FCFA ont donné lieu à une reprise de provisions de 9,6 millions de FCFA. Les stocks à rotation lente ont fait l'objet de dotation aux provisions pour un montant complémentaire de 163,8 millions de FCFA. Au final, le montant total des provisions pour dépréciation des stocks s'élève à 1 052,9 millions de FCFA à fin décembre 2013.

Clients et comptes rattachés

Client Etat : Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué en fonction de la nature du client. Des compensations sont régulièrement effectuées. Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Au cours de l'exercice 2013, la SODECI a perçu de l'Etat la somme de 7 200 millions de FCFA pour le paiement de ses consommations courantes d'eau potable.

La SODECI a également obtenu le paiement de 22 093,4 millions de FCFA sur les arriérés de l'Etat repartis comme suit :

- ▶ 700 millions de FCFA relatifs à la taxe de drainage 2011
- ▶ 21 393,4 millions au titre du solde de la compensation à fin 2011. Le montant brut de cette créance qui s'élevait à 23 896,4 millions de FCFA a fait l'objet de titrisation à hauteur de 18 000 millions de FCFA et cédés pour un montant net de 15 497 millions de FCFA après déduction d'une décote de 2 070 millions de FCFA et des commissions et honoraires d'intermédiaires de 433 millions de FCFA. Le reliquat de 5 896,4 millions de FCFA a été remboursé par l'Agence Française de Développement dans le cadre du Contrat Désendettement Développement.

Les provisions pour dépréciation des créances sur les clients sont déterminées en tenant compte de :

- ▶ la nature des abonnés (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic, ...),
- ▶ l'antériorité des créances,
- ▶ la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- ▶ la couverture des créances actives,
- ▶ l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des clients actifs.

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part de chiffre d'affaires revenant à la SODECI (rémunération du fermier dans le contrat d'affermage), hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) et nettes des avances sur consommations.

Spécifiquement, les créances résiliées sur les clients privés ménages sont provisionnées à 95% pour des impayés antérieurs à 1 an pour la part SODECI nette des avances sur consommation et à 80% pour les créances de l'année en cours comprises dans nos autres créances au bilan.

Les créances actives (non résiliées) sur les clients privés ménages pour lesquels nous constatons des impayés multiples sur certaines polices actives sont provisionnées comme des résiliés (95%). Le risque de non recouvrement des créances sur les gros clients actifs est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est au vue de cette analyse que le taux de provision est estimé.

En ce qui concerne l'activité travaux, les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les consommations d'eau non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture, dénommées « eau en compteur », représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique pour la part SODECI. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en compte la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles sont constituées :

- ▶ des droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- ▶ des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours,
- ▶ de divers autres risques et charges appréciés au cas par cas.

Spécifiquement, la SODECI avait dans ses comptes arrêtés au 31 décembre 2012 des provisions HAO de 5 880 millions de FCFA, dont 1 638 millions de FCFA destinés à couvrir les frais de décote

et de commissions liés à la cession prévisible du solde de la compensation à fin 2011 et 4 242 millions de FCFA pour faire face à la perte éventuelle lors de l'apurement des créances issues des bases informatiques de gestion des abonnés de la zone

CNO. Ces provisions devenues sans objet suite à la réalisation de l'opération de titrisation/cession de créances et l'apurement effectif de ces bases informatiques ont été reprises sur l'exercice 2013.

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des provisions constituées dans les comptes de la société est présenté ci-après (en milliers de FCFA).

DESIGNATION	Provisions au 31/12/12	Dotations aux provisions	Reprises de provisions	Total provisions au 31/12/2013
EAU	36 550 803	6 235 721	25 388 503	17 398 021
<i>Dont Zone CNO</i>	<i>24 620 908</i>	<i>2 086 542</i>	<i>24 663 383</i>	<i>2 044 067</i>
FRAIS RECOUV TRAITES & CH. IM PAYES	137 517	24 844	869	161 493
T.L.E.	660 188	33 335	0	693 523
EXPLOITATION EAU	37 348 509	6 293 900	25 389 371	18 253 038
AUTRES ACTIVITES	589 662	8 655	61 509	536 808
TOTAL DEPRECIATION CLIENTS	37 938 171	6 302 555	25 450 880	18 789 846
DEPRECIATION/STOCKS	898 809	163 787	9 650	1 052 946
DEPRECIATION/AUTRES DEBITEURS	927 324	146 595	71 367	1 002 551
DEPRECIATION/COMPTES FINANCIERS	63 595	18 633	0	82 227
DEP/IMMO. FINANCIERES	35 927	0	0	35 927
TOTAL DEPR. AUTRES ACTIFS	1 925 655	329 015	81 017	2 173 652
TOTAL PROV. P/DEPRECIATIONS	39 863 825	6 631 570	25 531 898	20 963 498
PERSONNEL (IFC)	2 891 538	503 280	312 733	3 082 085
RISQUES .ET CHARGES DIVERS	1 406 450	230 000	700 000	936 450
RISQUES JURIDIQUES	97 449	36 364	9 800	124 014
CHARGES DIVERSES HAO	7 673 444	0	5 880 105	1 793 339
TOTAL PROV. P/RISQUES ET CHARGES	12 068 881	769 644	6 902 637	5 935 888
TOTAL PROVISIONS	51 932 707	7 401 214	32 434 535	26 899 386
<i>Dont Zone CNO</i>	<i>24 620 908</i>	<i>2 086 542</i>	<i>24 663 383</i>	<i>2 044 067</i>

Provisions liées à la zone CNO

Les provisions figurant dans les comptes au 31 décembre 2012 sur les zones CNO sont relatives aux consommations d'eau non facturées. Elles ont été entièrement reprises en 2013.

Les provisions de 2 044 millions de FCFA à fin décembre 2013 concernent les impayés 2011 et 2012 intégrés à la base de gestion clientèle du siège et dépréciés selon les règles habituelles décrites plus haut.

Dettes financières

Les dettes à moyen et long terme au 31 décembre 2013 s'élèvent à 19 979,6 millions de FCFA dont 17 367,8 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients, 1 615,3 millions de FCFA d'emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI sur les surtaxes et 996,5 millions de FCFA de dettes de crédit bail mobilier.

B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par le département SOCA de la SODECI, qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots à un coût préétabli au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations

et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat d'affermage. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les frais de fonctionnement de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service affermé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de Développement) facturé aux usagers. La SODECI gère dans ses comptes ce fonds qui présente un solde comptable déficitaire de 5 918,5 millions de FCFA au 31 décembre 2013. De même, la surtaxe, deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (Loi de Finances 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des utilisations.

Le solde des surtaxes encaissées à reverser est de 7 872,2 millions de FCFA au 31 décembre 2013.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2013, le solde de cette contribution développement est de 144,2 millions de FCFA.

Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs :

- ▶ à l'emprunt accordé par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Affermante (Etat de Côte d'Ivoire). Cet emprunt est remboursé par prélèvement sur les Surtaxes et la Contribution Développement Assainissement.
- ▶ à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, de la dette de crédit bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI, de la BICICI et de la BIAO pour le renouvellement du parc automobile affecté à l'exploitation, en contrepartie de l'inscription à l'actif des biens pris en crédit-bail.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement et l'électricité. Conformément à ce courrier et en application de cette disposition contractuelle (article 48 du contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire), le montant de la révision du prix maximal de base et de l'augmentation de l'électricité évalué à 9 408,4 millions de FCFA au titre de l'exercice 2013 a été prélevé sur le Fonds de Développement de l'Eau. Ce montant est compris dans le chiffre d'affaires eau.

Ventilation du chiffre d'affaires par activités (en MFCFA)

Désignation	2012	2013
Vente d'eau HT	40 437	44 945
Travaux	19 976	26 168
Services vendus	3 290	3 794
Produits accessoires	1 569	1 837
Chiffre d'affaires	65 272	74 907

Rémunération des membres du Conseil d'Administration

Les indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration en 2013 au titre de l'exercice 2012 sont de 26 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires au 31 décembre 2013 s'établit à 443,4 millions de FCFA (profit) et correspond à l'écart positif entre :

- ▶ les reprises de provisions HAO de 5 880 millions de FCFA dont 1 638 millions de FCFA, liés à l'opération titrisation/cession de la créance sur l'Etat et 4 242 millions de FCFA destinés à couvrir la perte éventuelle lors de l'apurement des créances issues des bases informatiques de gestion

- des abonnés de la zone CNO,
- ▶ les produits divers HAO de 141 millions de FCFA, diminués
- ▶ des charges liées au traitement des créances de la base de gestion clientèle de la zone CNO pour 3 047,6 millions de FCFA,
- ▶ de la décote sur l'opération titrisation/cession pour 2070 millions de FCFA,
- ▶ de la perte liée aux chèques impayés clients au titre des exercices antérieurs de 208,5 millions de FCFA,
- ▶ et de diverses charges et des pertes sur cession d'immobilisations pour 251,5 millions de FCFA 070 millions de FCFA,
- ▶ de la perte liée aux chèques impayés clients au titre des exercices antérieurs de 208,5 millions de FCFA,
- ▶ et de diverses charges et des pertes sur cession d'immobilisations pour 251,5 millions de FCFA.

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage eau potable et assainissement).

Engagements Reçus	Engagements Donnés
3 056	7 960

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

ECP FII FINAGESTION	46,07%	SIDIP	4,81%
Etat de Côte d'Ivoire	3,25%	Divers Ivoiriens	38,59%
FCP SODECI	7,28%		

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE et 40% (20 millions de FCFA) du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du droit comptable de

l'OHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Situation sociopolitique

Au plan social, le climat s'améliore avec le retour progressif des populations exilées, la reprise effective du dialogue entre l'opposition et le gouvernement et la libération de certains détenus de la crise post électorale de 2011.

Au niveau économique, l'embellie de l'activité amorcée en 2013 avec les effets positifs de la signature du Contrat Désendettement et de Développement et l'organisation du forum Investir en Côte d'Ivoire 2014 (ICI 2014) devrait se consolider avec la poursuite des grands chantiers de développement des investissements privés et publics.

Evénements post-clôture

Néant.

*La **SODECI**,
depuis 1960 au service des populations*

Cherchez Sodeci



SODECI s.a.

Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR